

Unité départementale de l'Ain  
23 rue Bourgmayer  
01012 BOURG-EN-BRESSE

Bourg-en-Bresse, le 18 novembre 2025

**Rapport de l'Inspection des installations classées**  
Visite d'inspection du 05/11/2025

**Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**GRANULATS VICAT**

Brun / La Valbonne  
01800 PÉROUGES

Références : 20251105-RAP-S31-2  
Code AIOT : 0006100245

**1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05 novembre 2025 dans l'établissement GRANULATS VICAT implanté LA VALBONNE – 01800 PÉROUGES.

L'inspection a été annoncée le 19 septembre 2025.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet <https://www.georisques.gouv.fr>.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GRANULATS VICAT
- LA VALBONNE – 01800 PÉROUGES
- Code AIOT : 0006100245
- Régime : Autorisation

Par arrêté préfectoral du 03 avril 2012, la société Granulats VICAT a été autorisée à exploiter une carrière de matériaux alluvionnaires, hors d'eau, sur la commune de Pérouges (La Valbonne) sur une superficie de 15 ha 80 a 50 ça.

L'autorisation a été accordée pour une durée de 20 ans.

Le site accueille des matériaux extérieurs pour le remblaiement du site dans le cadre de la remise en état. L'exploitant réalise également sur ces installations du recyclage de matériaux extérieurs.

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle           | Référence réglementaire                                   | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection | Délai <sup>(1)</sup> |
|----|-----------------------------|-----------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------|
| 2  | Exploitation de la carrière | Arrêté Préfectoral du 03/04/2012, Titre III - article 7.6 | Demande d'action corrective                                                                                 | 1 mois               |
| 5  | Remblayage de la carrière   | Arrêté Préfectoral du 03/04/2012, Annexe Remblayage       | Demande d'action corrective                                                                                 | 6 mois               |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de la lettre de suites

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle           | Référence réglementaire                                     |
|----|-----------------------------|-------------------------------------------------------------|
| 1  | Situation de l'exploitation | Arrêté Préfectoral du 03/04/2012, Titre I - articles 1 et 2 |
| 3  | Remise en état du site      | Arrêté Préfectoral du 03/04/2012, Titre IV - article 8      |
| 4  | Remblayage de la carrière   | Arrêté Préfectoral du 03/04/2012, Annexe Remblayage         |

| N° | Point de contrôle         | Référence réglementaire                             |
|----|---------------------------|-----------------------------------------------------|
| 5  | Remblayage de la carrière | Arrêté Préfectoral du 03/04/2012, Annexe Remblayage |
| 6  | Remblayage de la carrière | Arrêté Préfectoral du 03/04/2012, Annexe Remblayage |

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées n'a pas constaté de non-conformité majeure lors de la visite. Pour les quelques écarts relevés, l'exploitant peut y remédier rapidement et facilement notamment dans le calage de son programme d'autosurveillance des eaux souterraines et sur le contrôle et la mise en œuvre de sa procédure d'acceptation des déchets inertes.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation de l'exploitation

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/04/2012, Titre I – articles 1 et 2                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Volumes des activités                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Prescription contrôlée :</b> Déclaration des volumes des activités                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Il a été relevé quelques incohérences dans les dernières déclarations GEREP sur les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• quantités extraites ;</li> <li>• gisement restant ;</li> <li>• surface restante à remblayer.</li> </ul> <p>L'exploitant a constaté qu'en effet une partie des données déclarées étaient incorrectes. D'autant, qu'il a pu fournir les bonnes informations lors de la visite.</p> <p><b>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de mettre à jour ces données dans sa prochaine déclaration sur GEREP.</b></p> |

### N° 2 : Exploitation de la carrière

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/04/2012, Titre III – article 7.6                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Limites d'extraction – Phasage de l'exploitation                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Prescription contrôlée :</b> Plan d'état des lieux à jour                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Un plan d'exploitation en date du 29/09/2015 a pu être consulté lors de la visite.</p> <p>Les différentes zones de la carrière y sont bien représentées par couleurs : zones remises en état, zone de transit, zone restante à extraire.</p> <p>Pour autant, il a été constaté que la représentation de ces zones ne correspond pas à la réalité du terrain. Notamment, la partie Sud-Est du site considérée comme remise en état est en fait actuellement en cours de réaménagement. De même sur la partie Nord-Est du site où il reste du gisement, cette zone est également indiquée comme remise en état.</p> <p>Ces éléments sont de nature, entre autres, à compromettre le calcul des garanties financières qui reprend les surfaces cartographiées.</p> <p><b>L'inspection des installations classées demande à ce que le plan soit corrigé. Une fois modifié, le plan sera envoyé à l'inspection des installations classées, en version numérique.</b></p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Délai :</b> 1 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |

### N° 3 : Remise en état du site

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/04/2012, Titre IV – article 8                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, État d'avancement                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Prescription contrôlée :</b> Plan et phasage                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Constats :</b><br>Le gisement restant à extraire est d'environ 30 000 tonnes. L'exploitant a indiqué que l'activité était réduite ces dernières années.<br>Pour la remise en état du site, l'exploitant est en retard d'environ 4 à 5 ans sur le phasage prévu.<br>Le dernier acte de cautionnement est valable jusqu'en 2027. Son montant reste supérieur à celui prévu dans l'arrêté d'autorisation du 03/04/2012.<br><br><b>Dans ces conditions, l'inspection des installations classées ne demande pas à l'exploitant de faire réévaluer le montant de ses garanties financières. Elle rappelle toutefois le point de contrôle précédent sur la prise en compte des bonnes surfaces pour le calcul du montant des garanties financières.</b> |

### N° 4 : Remblayage de la carrière

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/04/2012, Annexe Remblayage                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi des eaux souterraines                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Prescription contrôlée :</b> Résultats d'analyses                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Constats :</b><br>Le suivi des eaux souterraines est assuré aux fréquences prescrites sur un réseau de surveillance composé de trois piézomètres (Pz 14 en amont, Pz 15 et Pz 01 en aval) : <ul style="list-style-type: none"><li>• relevés mensuels des niveaux d'eau,</li><li>• analyses semestrielles en périodes de basses et hautes eaux.</li></ul> Les relevés sont effectués mensuellement et deux analyses sont réalisées sur l'année.<br>Il a toutefois été constaté que les analyses ne sont pas forcément réalisées lors des périodes de basses et hautes eaux.<br><br><b>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de cibler les périodes de basses et hautes eaux (à l'aide des relevés des niveaux d'eau) pour réaliser ses campagnes de mesures.</b> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |

### N° 5 : Remblayage de la carrière

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/04/2012, Annexe Remblayage                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Procédure d'acceptation préalable                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Prescription contrôlée :</b> Vérification des documents d'accompagnement / Contrôle (visuel, olfactif) / accusé d'acceptation                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Constats :</b><br>La société Granulats Vicat a développé un outil numérique sur Internet qui permet à tous ses clients de renseigner le document d'acceptation préalable (DAP) dans le cadre de leur demande d'apport de déchets inertes sur le site de La Valbonne.<br>L'exploitant n'accepte aucun chargement dès lors que le DAP n'a pas été saisi par le client et qu'il n'a pas été accepté conformément à sa procédure d'acceptation préalable.<br>Une fois le DAP accepté, l'ensemble des données est intégré au logiciel de la bascule. |

L'inspection des installations classées a pu constater que l'ensemble de la procédure mise en œuvre est efficace et adaptée au site. Elle permet d'identifier rapidement le chantier d'où provient le chargement et de savoir quels types de déchets peuvent être acceptés, si cela correspond bien aux éléments déclarés dans le DAP validé.

À noter que la bascule ne délivre pas d'accusé d'acceptation. Seul le bon à l'entrée est fourni aux clients.

**L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de s'assurer qu'un accusé d'acceptation soit remis une fois que les déchets sont contrôlés et acceptés.**

**Une action corrective adaptée et proportionnée est attendue sous 6 mois.**

L'exploitant fait réaliser des analyses sur les déchets inertes (DI) mis en remblais, ceci soit à une fréquence mensuelle soit lorsque le lot a atteint les 1000 tonnes.

Lors de la visite, un casier complet était en attente de retour des résultats d'analyses avant d'être mis en remblai définitif. Il n'était pas évident de voir que ce casier était « plein » et n'accueillait donc plus de DI.

**L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de bien matérialiser les casiers qui ne doivent plus réceptionner de DI pour que ces derniers ne soient pas « pollués » par un dépôt supplémentaire.**

L'exploitant a suggéré de mettre des plots et une chaîne pour bien signaler que le casier est plein.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Délai :** 6 mois

#### **N° 6 : Remblayage de la carrière**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 03/04/2012, Annexe Remblayage

**Thème(s) :** Risques chroniques, Admission des déchets inertes

**Prescription contrôlée :** Registre d'admission

**Constats :**

Le registre a pu être consulté lors de la visite. L'ensemble des informations requises s'y trouvent.

**L'inspection des installations classées n'a pas d'observation à formuler sur ce point de contrôle.**